

Tableau 1 :

## Exemples de structures et processus pangouvernementaux et d'organismes consultatifs externes de pays étrangers

Pays	Structures	Processus	Organisme consultatif externe
États-Unis	<p>Groupe de travail national sur le climat (2021) Mandat : « Adopter une approche pangouvernementale de la lutte contre la crise climatique »<sup>1</sup>. Composition : Secrétaires d'État, sauf indication contraire.</p> <p>Présidente : Conseillère nationale pour le climat Composition : Tous les secrétaires d'État (13 organismes) Administratrice, Administration des services généraux Conseil de la qualité environnementale Agence de protection de l'environnement (EPA) Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA) Bureau de la gestion et du budget Bureau de la politique scientifique et technologique Assistants du président (Politique intérieure, Sécurité nationale, actions contre-terroristes de la Sécurité intérieure, Politiques économiques)</p> <p>Bureau de la politique climatique de la Maison-Blanche Mandat : Coordonner et surveiller le déploiement du plan de lutte contre les changements climatiques du président. Composition : Conseillers de la Maison-Blanche, dont la conseillère nationale pour le climat.</p> <p>Petits groupes : Groupe de travail interagences sur les collectivités des centrales énergétiques et au charbon et sur la revitalisation économique (2021) Mandat : Stimuler la revitalisation économique des communautés énergétiques. Composition : Tous les secrétaires d'État, Agence de protection de l'environnement (EPA), Bureau de la gestion et du budget et coprésidente fédérale de la Commission régionale des Appalaches.</p> <p>Groupes de travail ministériels :  <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Groupe de travail sur le climat (Intérieur)</li> <li>▶ Groupe d'action sur les changements climatiques (Sécurité intérieure)</li> <li>▶ Groupe de travail sur les changements climatiques (Défense)</li> <li>▶ Carrefour pour le climat (Trésor)</li> </ul> </p>	<p>Décret <i>Tackling the Climate Crisis at Home and Abroad</i> : En vertu du décret, les ministères doivent faire de la lutte contre les changements climatiques une priorité dans leurs travaux à l'échelle nationale et internationale pour « déployer une approche pangouvernementale »<sup>2</sup>.</p> <p>Plan américain pour l'emploi (qui s'inscrit dans le cadre du plan Reconstruire en mieux) : Proposition de M. Joe Biden pour créer des millions d'emplois et investir dans l'infrastructure dans une optique climatique.</p>	Aucun en date d'octobre 2021

<sup>1</sup> Décret no 14008 : Tackling the Climate Crisis at Home and Abroad, janvier 2021.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Pays	Structures	Processus	Organisme consultatif externe
<p><b>United Kingdom</b></p>	<p>Comité de mise en œuvre du plan d'action sur le climat (2020) Mandat : « Se pencher sur « les enjeux liés au respect des engagements pris à la COP26, à la carboneutralité et au renforcement de la résilience du Royaume-Uni face aux répercussions des changements climatiques »<sup>3</sup>, et prendre certaines décisions exécutives collectives. Composition (secrétaires d'État, sauf indication contraire) : Affaires, Énergie et Stratégies industrielles (président); chancelier de l'Échiquier; Affaires étrangères, Commonwealth et Développement; Commerce international; Travail et Retraites; Environnement, Alimentation et Affaires rurales; Logement, Communautés et Gouvernement local; Transports; secrétaire d'État pour l'Écosse, Pacifique et Environnement (ministre d'État); Affaires, Énergie et Stratégie industrielle (ministre d'État).</p> <hr/> <p>Comité sur la stratégie d'action climatique (2020) Mandat : « Se pencher sur les enjeux liés à la mise en œuvre de la stratégie nationale et internationale du Royaume-Uni relative au climat<sup>4</sup>. » Composition : Premier ministre (président); chancelier de l'Échiquier; Affaires étrangères, Commonwealth et Développement; Bureau du Cabinet; Affaires, Énergie et Stratégie industrielle; Environnement, Alimentation et Affaires rurales; Pacifique et Environnement (ministre d'État).</p> <hr/> <p>Groupe interministériel sur l'environnement et la croissance propre Mandat : Regrouper des ministres et des représentants du gouvernement pour discuter des enjeux liés à la croissance propre, à la décarbonisation et à l'ensemble des politiques environnementales. Composition : Représentants des ministères du gouvernement; composition exacte inconnue.</p> <hr/> <p>Groupe interministériel sur la carboneutralité, l'énergie et les changements climatiques Mandat : Discuter des enjeux liés à la carboneutralité, à l'énergie et aux changements climatiques. Composition : Ministre de l'Énergie, de la Croissance propre et de la Lutte contre les changements climatiques (au sein du ministère des Affaires, Énergie et Stratégie industrielle); ministres de l'Environnement de l'Écosse, du pays de Galles et de l'Irlande du Nord.</p> <hr/> <p>Groupe responsable de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques et conseil de direction pour la carboneutralité Mandat : Appuyer les comités du Cabinet. Composition : Non rendue publique.</p> <hr/> <p>Groupe de travail ministériel : Groupe de travail sur la carboneutralité (Environnement, Alimentation et Affaires rurales); Commission des transports carboneutres (Transports); Conseil de prestation des services liés aux changements climatiques (Logement); Conseil sur le climat (Trésor).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ <i>Net Zero Strategy: Build Back Greener</i> (2021)</li> <li>▶ Trésor : rapport sur la carboneutralité (2021)</li> <li>▶ <i>The Clean Growth Strategy</i> (2017)</li> <li>▶ <i>Climate Change Act 2008</i> (principaux éléments : cible de carboneutralité, budgets carbone quinquennaux provisoires et plans d'action pour les respecter)</li> </ul>	<p>Comité des changements climatiques (2008)</p>

<sup>3</sup> Bureau du Cabinet, *List of Cabinet Committees*, gouvernement du Royaume-Uni, 2020. Sur Internet : <<https://www.gov.uk/government/publications/the-cabinet-committees-system-and-list-of-cabinet-committees>>

<sup>4</sup> Ibid.

Pays	Structures	Processus	Organisme consultatif externe
Colombie-Britannique	<p>Secrétariat du changement climatique (au sein du Cabinet du premier ministre de 2008 à 2011, puis intégré au ministère de l'Environnement en 2011) Mandat : Collaborer avec les organismes publics provinciaux et les parties prenantes externes pour atteindre les objectifs de la province en matière de lutte contre les changements climatiques. Composition : Non rendue publique.</p> <p>Cabinet Committee on Climate Action (2008-2009); Cabinet Committee on Climate Action and Clean Energy (2009-2017), Cabinet Working Group on Climate Leadership (2021-present) Mandate: Cabinet committees are meant to coordinate BC action on climate. Membership: Records of previous committee membership are largely unavailable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Plan d'action stratégique contre le changement climatique CleanBC, mentionné dans toutes les lettres de mandats des ministres.</li> <li>► <i>Climate Change Accountability Act</i> (modifiée en 2019) : Cibles établies de réduction des émissions d'ici 2030, 2040 et 2050, exigence de plans sectoriels pour les atteindre, et imposition d'un objectif de carboneutralité pour tous les organismes publics.</li> </ul>	<p>Climate Action Team (2007-2008) Climate Solutions Council (2018)</p>
France	<p>Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES) (1992-2008) Mandat : Coordonner les mesures de réductions des émissions de la France à l'échelle nationale et internationale ainsi que de l'Union européenne. Composition : Initialement, relevait directement du premier ministre; passée sous l'autorité du ministère de l'Écologie en 2002; absorbée en 2008. Composition inconnue.</p> <p>Groupe de travail de Meseberg sur le climat (2018) Mandat : Groupe de travail interministériel conjoint de haut niveau sur la lutte contre les changements climatiques formé en 2018 par la France et l'Allemagne afin de stimuler la coopération. Composition : Représentants des ministères de l'Environnement de l'Allemagne et de la France (présidents), ainsi que de leurs ministères des Finances, de la Construction, des Affaires étrangères, de l'Économie et de l'Énergie, de l'Agriculture, des Transports, et de la Recherche et du Développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>► <i>Loi de transition énergétique pour la croissance verte</i> (2015) : Exigence de budgets carbone nationaux et établissement de cibles de réduction des émissions (ayant force exécutoire pour les autorités publiques).</li> <li>► <i>Loi énergie-climat</i> : Établissement des objectifs de carboneutralité d'ici 2050, et modification des normes énergétiques et environnementales (ayant force exécutoire pour les autorités publiques).</li> <li>► Plan Climat (2017) : « [Mobilisation] de l'ensemble des ministères [...] pour accélérer la transition énergétique et climatique et la mise en œuvre de l'Accord de Paris »<sup>5</sup>; comprend les énoncés de missions que le premier ministre a envoyés à chaque ministère.</li> <li>► Conseil national de la transition énergétique (CNTE) (2013) : Conseil consultatif interne des administrations sur les enjeux liés à l'environnement, à l'énergie et au développement durable.</li> </ul>	<p>Haut conseil pour le climat (2018)</p>

<sup>5</sup> Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017.

Pays	Structures	Processus	Organisme consultatif externe
Allemagne	<p>Cabinet sur le climat (2018) Mandat : Proposer une législation visant l'atteinte des objectifs climatiques pour 2030 (relève du chancelier). Composition : Ministres de l'Environnement, des Finances, de l'Économie, de l'Agriculture et des Transports.</p> <p>Groupe de travail de Meseberg sur le climat (2018) Mandat : Groupe de travail interministériel conjoint de haut niveau sur la lutte contre les changements climatiques formé en 2018 par la France et l'Allemagne afin de stimuler la coopération. Composition : Représentants des ministères de l'Environnement de l'Allemagne et de la France (présidents), ainsi que de leurs ministères des Finances, de la Construction, des Affaires étrangères, de l'Économie et de l'Énergie, de l'Agriculture, des Transports, et de la Recherche et du Développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Conformément à la Loi de 2019 sur le climat, chaque ministère a des cibles propres à son secteur; si elles ne sont pas atteintes, les ministères doivent proposer un plan d'urgence pour y remédier, plan qui doit être approuvé par tout le cabinet.</li> <li>▶ Stratégie sur les finances durables (2021) : Promotion des finances durables à l'échelle mondiale et financement de la transition vers la carboneutralité.</li> <li>▶ Commission sur le charbon (2019) : Proposition d'une stratégie adéquate d'abandon de la production de charbon; le groupe était principalement composé d'acteurs de la société civile et du secteur privé, mais aussi de représentants de l'État, de huit ministères et du chancelier.</li> </ul>	Conseil d'experts sur les questions climatiques (2020)
Australie	<p>Conseil de secrétaires sur les risques climatiques (2017) Mandat : Se pencher sur les changements climatiques et les catastrophes naturelles. Composition : Présidé par le ministère de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement. Composition exacte inconnue.</p> <p>Groupe de référence sur les catastrophes et la résilience climatique (2017) Mandat : « Diriger la mise en œuvre d'une approche pangouvernementale des catastrophes et de la résilience climatique<sup>7</sup>. » Composition : Coprésidé par le ministère de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement et le ministère de l'Intérieur, et composé de représentants de 22 organismes (sous-ministres et secrétaires adjoints principaux).</p> <p>Forum ministériel sur les émissions des véhicules (2015) Mandat : Se pencher sur les émissions des véhicules, notamment par des mises à l'essai et la production de rapports, mener de vastes consultations auprès des parties prenantes de l'industrie, et coordonner les travaux déjà en cours par l'entremise de différents organismes gouvernementaux. Composition : Ministre des Grands projets, des Territoires et des Gouvernements locaux (président), ministre de l'Environnement et ministre des Ressources, de l'Énergie et du Nord de l'Australie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Projet Climate Compass (2018) : « Cadre destiné à aider les fonctionnaires australiens à gérer les risques découlant des changements climatiques dans les politiques, les programmes et la gestion des actifs »<sup>6</sup> élaboré par le Groupe de référence.</li> <li>▶ Bureau du conseiller spécial du gouvernement de l'Australie sur les technologies à faibles émissions établi pour formuler des recommandations sur les stratégies de lutte contre les changements climatiques et de réduction des émissions au sein du gouvernement (décembre 2020).</li> </ul>	Autorité sur les changements climatiques (2012)

<sup>6</sup> Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle, 2018.

<sup>7</sup> Mandat du Groupe de référence sur les catastrophes et la résilience climatique du gouvernement de l'Australie, 2020.

Pays	Structures	Processus	Organisme consultatif externe
Danemark	<p>Comité permanent sur la transformation verte (2019) Mandat : Examiner les nouvelles mesures du gouvernement dans une optique de durabilité, conformément à la <i>Loi de 2020 sur le climat</i>. Composition : Tous les ministères.</p>	<p>► Conformément à la <i>Loi de 2020 sur le climat</i>, toute nouvelle législation doit tenir compte des changements climatiques. Le Comité permanent est la structure qui supervise ce processus.</p> <p>Groupes des ministères :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>► Centre pour le climat, l'économie verte et l'Union européenne (ministère des Finances) : Le Centre gère et coordonne les responsabilités internes du Ministère relatives au climat, à l'environnement et à l'énergie.</li> <li>► Plan d'action vert 2021-2025 du ministère de la Défense : Le gouvernement a établi des partenariats climatiques afin de présenter, au printemps 2022, des recommandations pour intégrer des solutions écologiques à la Défense.</li> <li>► En novembre 2019, le ministère des Affaires étrangères a annoncé que 15 ambassades seraient des « avant-postes climatiques » visant à lancer et à promouvoir le plan écologique du Danemark dans le monde.</li> </ul>	Conseil du Danemark sur les changements climatiques (2014)
Singapour	<p>Secrétariat national de lutte contre les changements climatiques (2010) Mandat : Aider le premier ministre et le Cabinet à établir les priorités et à assurer l'harmonisation stratégique au sein du gouvernement, et participer à des consultations publiques sur les mesures climatiques. Composition : Sous la responsabilité du Cabinet du premier ministre; présidence assurée par un secrétaire permanent. Composition exacte non rendue publique.</p> <hr/> <p>Comité interministériel sur les changements climatiques (2007) Mandat : Améliorer la coordination pangouvernementale des politiques de lutte contre les changements climatiques pour préparer Singapour à leurs répercussions. Composition : Présidence assurée par le principal ministre et le ministre responsable de la coordination de la Sécurité nationale. Ministères participants : Durabilité et Environnement, Affaires étrangères, Finances, Commerce et Industrie, Transports, Développement national, représentant ministériel du Cabinet du premier ministre.</p> <hr/> <p>Groupes de travail interministériels sur des questions particulières : Émissions et atténuation à long terme, résilience, durabilité, économie verte, communications et mobilisation. Mandat : Élaborer des politiques et assurer la coordination interministérielle pour des politiques et plans donnés. Composition : Inconnue.</p>	<p>► <i>Singapore Green Plan 2030</i> (publié en février 2021) : « Mouvement national pour faire progresser le programme national de développement durable de Singapour. »</p>	S.O.

© Singapour Green Plan 2030, 2021.